

IL REPRENDRA SON TRAVAIL SOUS DE FORTES PRESSIONS

Quelle marge de manœuvre pour Tebboune ?

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, devait regagner Alger hier, pour reprendre son travail à partir de demain mardi, après un petit congé fortement «mouvementé». Il fait, en effet, l'objet d'une violente campagne par certains médias proches du cercle présidentiel et qui ont redoublé de férocité depuis la surprenante sortie de Abdelaziz Bouteflika à travers une chaîne de télévision privée.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Ce lynchage en règle dont est victime la personne du Premier ministre dénote, au moins, l'identité réelle de son commanditaire. Jamais il n'aurait été possible que lesdits médias, qui ne sont pas réputés pour être de «farouches opposants» au pouvoir, s'attaquent aussi violemment à la personne du Premier ministre sans de solides garanties.

A l'évidence, l'objectif d'une telle cabale n'est autre que celui d'affaiblir au maximum l'encore chef de l'exécutif. Or, le timing choisi pour lancer une telle opération laisse vraiment perplexe. A sa reprise, le Premier ministre aura à gérer des dossiers lourds et qui n'attendent pas. A commencer par la préparation de la loi de finances pour 2018. Il aura aussi à préparer une rentrée sociale qui interviendra dans une

quinzaine de jours et que le pouvoir a pourtant toujours considérée comme la période la plus sensible de l'année. C'est même quasiment devenu la hantise de Abdelaziz Bouteflika qui, depuis 2011, surtout, n'a jamais rien redouté en réalité qu'un front social en éruption. C'est ce qui explique d'ailleurs les dernières mesures populistes comme la session spéciale pour le bac ou alors le quota spécial pour les malheureux postulants au tirage au sort pour le Hadj de ces dix dernières années.

La fameuse phrase de Ahmed Ouyahia, «la paix sociale n'a pas de prix», prononcée au lendemain des mesures présidentielles consistant à octroyer des crédits Ansej généreux à des dizaines de milliers de chômeurs, en pleine tempête de ce qui est appelé «le printemps arabe», résume parfait-

tement cette attitude du pouvoir vis-à-vis du front social. Toujours est-il, le gouvernement Tebboune doit également préparer la rentrée scolaire prévue pour le 6 septembre, la rentrée universitaire qui interviendra peu de temps après, et ce, en plus des élections locales prévues en novembre. Cela, sans parler de la gestion des autres affaires courantes de l'Etat, un autre travail d'autant plus exigeant que la maladie du chef suprême oblige le patron du Palais du Gouvernement à être constamment sur la brèche. Une telle charge de responsabilités peut-elle être portée par un Premier ministre affaibli ? Assurément pas.

Bouteflika, qui a recadré son Premier ministre et qui a tenu à le faire savoir, ne pouvait-il pas se suffire de sa seule fameuse sortie par TV privée interposée qui reste, en soi, assez dévastatrice pour l'autorité du Premier ministre ? Pourquoi en rajouter une campagne violente et permanente à travers des médias que tout le monde connaît comme étant les canaux officiels du pouvoir ? L'explication est toute simple : dans toute cette affaire, il



Abdelmadjid Tebboune, Premier ministre

Photo : Samir Sid

ne s'agit nullement d'une «guerre des clans au sommet» comme d'aucuns l'ont hâtivement présentée. Il serait même naïf de croire au «multiclanisme au sommet de l'Etat, notamment depuis septembre 2015 et le limogeage du général Toufik et la restructuration des services. Déjà que bien avant, le seul vrai centre de décision était le palais d'El-Mouradia ou alors, plus exactement, Zeralda et Sidi-Fredj, c'est-à-dire la résidence officielle de Bouteflika. Ce dernier, c'est de notoriété publique, n'acceptera

jamais que quiconque lui fasse de l'ombre. Un état d'esprit que sa maladie a rendu encore plus incisif ! La fulgurante cote de popularité de Tebboune depuis quelques jours, notamment depuis qu'il avait déclaré les hostilités aux «forces de l'argent», explique tout le reste. «Tout le monde, opposition, médias et opinion publique ont hâtivement attribué tous les mérites au seul Premier ministre, dans ce qui devait être une action de salubrité publique, donc très populaire, oubliant tous, volontairement ou pas, de citer le vrai patron, celui qui a tracé cette feuille de route pour le gouvernement, à savoir le Président.»

Cette révélation, que nous tenons d'une source sûre, résume le tout. La réaction de Bouteflika et de son proche entourage, qui, manifestement, vise à contenir «l'effet Tebboune», est menée à plusieurs niveaux. Elle comporte une autre arme dissuasive : l'épouvantail Bédoui ! Ce n'est certainement pas un simple hasard que l'actuel ministre de l'Intérieur occupe tout l'espace politique et médiatique depuis quelques jours.

Avec le vice-ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'ANP, Ahmed Gaïd Salah, Nouredine Bédoui parle et est projeté sciemment comme le représentant de l'exécutif et du pouvoir en général depuis début août.

K. A.

LES OBJECTIFS DE LA TOURNÉE ARABE DÉVOILÉS

La feuille de route de Messahel

On en sait davantage sur la toute récente tournée effectuée par le ministre des Affaires étrangères à travers le monde arabe. Ce déplacement dans pas moins de sept pays du golfe Arabique avait, on s'en souvient, suscité de nombreuses interrogations qui trouvent à présent réponse.

Abla Cherif - Alger (Le Soir) - L'existence d'une initiative visant à désamorcer le conflit entre le Qatar et l'Arabie Saoudite a été ainsi formellement démentie par le ministère des Affaires étrangères qui fait savoir que le déplacement de Abdelkader Messahel s'est inscrit dans une tout autre perspective, celle de porter la voix de l'Algérie dans un monde arabe en pleine mutations. «Un monde arabe qui se ressaisit et qui se refuse aux solutions imposées.»

Le passage par l'Arabie Saoudite a offert un exemple type de ces changements qui s'opèrent progressivement dans la région. Ce pays encastré dans des traditions ayant laissé peu de chances à toute évolution progressiste de la société saoudienne s'ouvre, s'émancipe peu à peu, «des couples circulent à Djedda» au moment où les autorités du pays aménagent de nouveaux plans pour le développement du tourisme.

Mais le monde arabe est aussi fait de conflits, de guerres, de fléaux tels que le terrorisme. Un mal que connaît bien l'Algérie. «Tous les pays visités durant



Abdelkader Messahel, ministre des Affaires étrangères.

Photo : Samir Sid

cette tournée ont fait part d'un intérêt très particulier sur cette question.»

Les autorités des Etats concernés «voulait savoir comment nous nous en sommes sortis, les différentes étapes traversées, les démarches ayant mené vers la résolution du problème. L'Algérie était un pays perdu, confronté à une situation d'instabilité terrible, mais voilà qu'aujourd'hui, des organismes internationaux le placent parmi les pays sûrs. Nos partenaires arabes se sont montrés curieux de savoir comment nous en sommes arrivés là». Dans ce contexte, l'Irak a montré un intérêt des plus particuliers à la question. «Toutes les parties irakiennes en conflit sont soucieuses de préserver la cohésion et l'unité du pays. Notre expérience les intéresse beaucoup et nous sommes disposés à les aider.»

Durant son déplacement à Baghdad, apprend-on, le ministre des Affaires étrangères a demandé aux autorités irakiennes de libérer deux ressortissants algé-

riens entrés frauduleusement dans le pays et condamnés à quinze ans de prison. Ces deux personnes ont été libérées hier en début d'après-midi. Leurs familles ont été informées qu'ils rejoindront Alger dans les toutes prochaines heures, après avoir purgé douze ans de prison dans les prisons irakiennes. Ils ne figurent pas parmi le groupe d'Algériens, composé de cinq individus, détenus dans le cadre de leurs activités avec Daesh.

«Dans ce monde arabe qui se cherche, poursuivent les mêmes sources, les gens sont curieux. Ils sont bien informés et veulent se renseigner davantage. Nous leur avons fait part de notre expérience, de la manière dont nous avons mené la réconciliation nationale, la déradicalisation, mais aussi de la façon dont a été traité le problème des combattants étrangers. Le problème de l'Algérie a commencé après le retour de ces personnes enrôlées à l'étranger, c'est un phénomène très grave et beaucoup de pays arabes sont menacés par le retour de leurs ressortissants

partis faire la guerre ailleurs, de ce fait, ils cherchent à comprendre ce que nous avons fait.» Mais les questions débordent nécessairement sur d'autres aspects. La Transsaharienne en fait partie. «Beaucoup ont cherché à savoir où en était le projet, ils savent qu'il s'agit d'une œuvre importante qui leur ouvre des portes. Ce projet sera finalisé d'ici 2018 et il sera alors possible de traverser Alger-Lagos en voiture.»

Cette tournée, apprend-on enfin, a permis la mise en place de commissions mixtes «strictement économiques» avec certains pays, dont Bahreïn et l'Égypte.

A. C

Communiqué du ministère de la Défense nationale

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières et lors d'une patrouille de reconnaissance menée près des frontières au niveau de la zone frontalière de Bordj-Badji-Mokhtar en 6^e Région militaire, deux détachements de l'Armée nationale populaire ont découvert, ce matin du 13 août 2017, une cache d'armes (40 pièces) et de munitions contenant :

- 2 Lance-roquettes de type RPG-2 ;
- 4 Mitrailleuses de type PKT ;
- 2 Fusils mitrailleurs de type FMPK ;
- 4 mitrailleuses de type RPK ;
- 14 pistolets mitrailleurs de type kalachnikov ;
- 7 fusils semi-automatiques de type Simonov ;
- 7 fusils à répétition ;
- Ainsi qu'une importante quantité de munitions de différents calibres.

Cette opération de qualité, venant s'ajouter à une série de résultats concrétisés sur le terrain, confirme de nouveau la grande vigilance et la ferme détermination des forces de l'ANP mobilisées le long des frontières, à déjouer toute tentative d'intrusion, d'introduction d'armes ou d'atteinte à la sécurité, la stabilité et l'unité du pays.